

ACRO

Vingt ans de combat pour une expertise citoyenne

par Sezin Topçu

Doctorante en histoire des sciences à l'E.H.E.S.S.

La montée d'un mouvement citoyen face à un « mensonge radioactif »

Les catastrophes frappent d'un seul coup, sans prévenir. L'accident de Tchernobyl, la plus grande catastrophe nucléaire de l'histoire, ne devait pas faire exception à la règle le jour du 26 avril 1986.

En France, à la suite de la catastrophe, les autorités chargées de sa gestion réagirent sous l'effet d'une première impulsion : « surtout ne pas inquiéter le public ». Ainsi, les Français n'ont eu longtemps droit qu'à une « information » vague, tardive, et trop « rassurante ». L'information relative aux retombées de la catastrophe en France étant déléguée à un seul organisme, le SCPRI⁹, voire à un seul expert, M. Pierre Pellerin, alors directeur de ce service, le

centralisme étatique trouvait en 1986 sa meilleure illustration dans la gestion des retombées de l'accident ukrainien.

Rappelons que les savoirs et les pouvoirs de décision sur le nucléaire appartiennent, jusqu'au début des années 70, à un nombre réduit d'experts étatiques, issus des Grands Corps et appartenant majoritairement à EDF et au CEA. Compte tenu du centralisme étatique dans ce domaine, il n'est alors pas question d'un quelconque recours à une contre-expertise préalable à la prise de décisions. Dans les chambres ministérielles, la conviction commune est que « la France est un trop petit pays pour disposer de plusieurs groupes d'experts. Dans le domaine nucléaire, la compétence se trouve à l'EDF et au CEA et ne se trouve que là »¹⁰, comme le clame au milieu des années 70 l'un des membres de la Commission Consultative pour la Production d'Électricité d'Ori-

9 Service Central de Protection contre les Rayonnements Ionisants.

10 La citation de l'entretien réalisé en 1976 avec un des membres de la Commission Péon est reprise de P. Simonnot, Les nucléocrates, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1978, p.51.

gine Nucléaire. Une décennie plus tard, un rapport parlementaire sur l'accident de Tchernobyl fait toujours le même constat : « Dans notre pays, l'organisation centralisée du secteur de l'énergie nucléaire fait qu'il est pratiquement impossible de trouver un expert qui ne travaille pas ou qui n'ait pas travaillé pour l'EDF ou pour le CEA. »¹¹

En mai 1986, le centralisme du domaine nucléaire semble s'attacher à un « principe de précaution » original au sens où la précaution vise essentiellement à maîtriser la peur et l'inquiétude des populations. C'est cette « peur de la peur du nucléaire », telle qu'elle est formulée par le philosophe J.P. Dupuy¹², qui donne lieu à la montée de la méfiance et de la colère de ceux qu'on soupçonnait d'être envahis par une peur « émotionnelle » et « irrationnelle ».

Effrayés par l'incohérence de l'information officielle, voire par un « mensonge » d'Etat, comme le titrait à l'époque le journal Libération, de nombreux citoyens décident ainsi de prendre l'affaire nucléaire en main. C'est dans ce contexte que l'ACRO voit le jour dans la région normande, région la plus nucléarisée de la France, tout comme la CRIIRAD, créée au sud-est, dans une des régions les plus touchées par l'accident de Tchernobyl.

À l'origine de la mobilisation de l'ACRO se trouvent notamment Pierre Barbey, biologiste à l'Université de Caen, Léon Lemonnier, alors agent de radioprotection au GANIL, et Didier Anger, président du CRI-LAN (Comité de Réflexion, d'Information et de Lutte Antinucléaires).

Agent de radioprotection à l'usine de la Hague du CEA jusqu'à la fin des années 1970, Léon Lemonnier entre à l'usine de retraitement de La Hague en 1966 en tant qu'ouvrier. Quelques années plus tard,



Libération, 12 mai 1986

il devient l'agent chargé de la décontamination. Il découvre en même temps l'activité syndicale au sein de la CFDT. Ainsi, très politisé pendant les événements de Mai 68, son activité syndicale et son activité de décontaminateur le sensibilisent aux problèmes d'irradiation liés au nucléaire. Les tabous propres au fonctionnement de l'usine dans les années 1970 qu'il définit comme « l'impossibilité même de critiquer la force de frappe » enrichit cette sensibilité. Au milieu des années 70, Léon Lemonnier apporte son témoignage pour le film « Condamnés à réussir » dénonçant les conditions de travail à la Hague. On se souvient encore de lui exprimant en début de film, d'un ton sombre, un ras-le-bol: « On n'a pas de pouvoir sur notre vie (...) moi, je voulais être agriculteur et je travaille ici. Qui a décidé pour moi ? ». En 1976, à cause de son opposition à la privatisation de l'usine de la Hague, M. Lemonnier sera muté dans un atelier de fabrication des sources de césium pour la médecine, l'atelier ELAN-IIB du CEA qui, du fait de l'arrêt de ses activités en 1973 est

11 OPECST, « Les conséquences de l'accident de Tchernobyl et la sûreté des installations nucléaires », Rapport n° 1156, 1987-1988, p. 16, cité par C. Restier-Mellera, « Experts et expertise scientifique. Le cas de la France », Revue Française de Science Politique, 40, 4, 1990, p. 546-585, p. 565.

12 J.-P. Dupuy, Retour de Tchernobyl. Journal d'un homme en colère, Paris, Seuil, 2006.

alors pratiquement désert, n'ayant aucun personnel, et offrant des conditions techniques et sanitaires insuffisantes. Trois ans après, M. Lemonnier sera de nouveau muté, cette fois-ci au GANIL où il travaille encore en 1986 en tant que radioprotectionniste.

Quant à Pierre Barbey, militant antinucléaire des années 1970, il commence à s'opposer au nucléaire à la suite d'un événement très précis : dans le cadre de son cursus universitaire au milieu des années 70, un groupe d'étudiants de l'Université de Caen est chargé de faire une étude de terrain sur le massif géologique de Flamanville. Or, à un moment où l'implantation d'une centrale nucléaire à Flamanville fait l'actualité, les CRS empêchent les étudiants de faire ces recherches de terrain. L'intervention des forces de police marque profondément M. Barbey. Pendant ses années d'étudiant, M. Barbey anime ainsi le Comité Caen du CRILAN. Il fait partie de nombreuses manifestations antinucléaires à Flamanville, à Plogoff ou à la Hague. M. Barbey avait auparavant découvert la lutte antimilitariste au sein même de l'armée. Il sera parmi les premiers signataires de « *l'Appel des cents* » qui, en 1974, exigeait l'instauration de droits démocratiques dans les casernes. La prison en sera la sanction. Ainsi, la « force de frappe » sera à l'origine non seulement de l'engagement antinucléaire de M. Barbey mais également, pour partie, de son engagement politique.

Au moment où survient l'accident de Tchernobyl, face à l'absence de mesures officielles, Léon Lemonnier installe officieusement dans le jardin de GANIL une balise qui se trouve à sa disposition. Aidé par un technicien du laboratoire de spectrométrie du GANIL, **il analyse la radioactivité de quelques produits, notamment le lait, et constate une hausse de contamination d'environ 70 Bq par kg de lait, une valeur considérable par rapport au niveau normal, même si elle reste au dessous de la norme alors fixée par la Commission Européenne (500 Bq/kg).** Afin de signaler cette hausse de contamination,

Léon Lemonnier contacte le 9 mai le préfet de Calvados, qui restera silencieux face à cette alerte. Le lendemain, Pierre Pellerin annonce à la télévision ses mesures et indique, contrairement à la semaine précédente, des hausses de contamination de radioactivité dans quelques régions : des niveaux de contamination du lait compris entre 30 et 90 Bq/kg à l'Ouest et variant de 170 à 360 Bq/kg à l'Est et au Sud-Est. Agacé par l'incohérence des informations officielles, Léon Lemonnier décide d'agir et contacte ainsi d'autres personnes déjà sensibilisées aux problèmes du nucléaire.

À l'époque, Léon Lemonnier et Pierre Barbey se connaissent déjà. Non seulement parce que les campus de l'Université de Caen et du laboratoire de GANIL sont quasiment voisins, mais aussi parce qu'ils se rencontraient à l'occasion des luttes antinucléaires dans la région au cours des années 1970. En outre, ils se connaissent également grâce au GSIEN (Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire). Si M. Barbey est membre du GSIEN depuis les années 1980, M. Lemonnier participe, à la même époque, à la rédaction de la Gazette Nucléaire, organe d'information du GSIEN. Pierre Barbey et Léon Lemonnier alertent rapidement d'autres amis et collègues dont le Professeur Maboux-Stromberg (professeur de physique nucléaire à l'Université de Caen), Madeleine Frérot (professeur retraitée de l'Education Nationale), Jean-Luc Veret et Catherine Bruneau (médecins), Stéphane Cornac (conseiller dans une mutuelle de soins et santé), Pierre Laisné et son père (tous deux commerçants). **Parmi ce groupe, une partie des personnes découvre le militantisme pour la première fois en 1986 alors que d'autres l'ont déjà expérimenté** au sein des groupes tels que le Mouvement contre l'Armement Atomique, le CRILAN, *le Groupe Information Santé*, ou au sein des partis politiques notamment le PS et les Verts.

Une fois le groupe élargi, les premières mesures sur

le lait et la terre seront suivies par d'autres. Après M. Lemonnier, M. Maboux-Stromberg met à disposition le matériel de son laboratoire. Ainsi, outre des produits laitiers, des analyses sur les oiseaux sont réalisées, en particulier sur les bécasses. L'idée vient d'un employé du GANIL, chasseur de bécasses et inquiet de leur éventuelle contamination. On analyse également les lièvres dont le pelage révèle une contamination élevée. Précisons qu'il s'agit, avec ces premières mesures, d'une simple détection de contamination et non d'une analyse experte. Personne ne possède encore les compétences suffisantes pour analyser dans quelle mesure, par exemple, la viande de ces animaux est contaminée et quels effets cela peut induire sur la santé humaine.

[Afin de présenter ces diverses mesures, une première réunion publique est tenue à Caen la deuxième semaine du mois de mai.](#) Environ cinq cents personnes y participent, soit cinq fois le nombre attendu. Ce grand intérêt venant d'un public caennais très hétérogène marque les organisateurs et les encourage à continuer. Ne pensait-on pas que la question du nucléaire était tabou dans cette région ? Mais voilà que les choses changent : des personnes d'opinions diverses vis-à-vis du nucléaire, des militants antinucléaires mais aussi des pro-nucléaires réclamant le nucléaire propre, des extrême-gauchistes, des écologistes, ou des « simples citoyens » alertés par l'attitude officielle s'avèrent déterminés à demander des comptes sur les « vraies » retombées de la catastrophe en France. Les associations environnementales et écologistes actives localement comme le GRAPE (Groupe régional d'action pour la protection de l'environnement) ou le CRILAN expriment leur solidarité avec la mobilisation. La méfiance vis-à-vis des autorités ne cesse de croître. Ainsi, sur la proposition de Didier Anger, un

nom est rapidement désigné pour la mobilisation : *Comité Tchernobyl-Flamanville.*

Parce que la catastrophe de Tchernobyl a montré, très peu de temps après la mise en fonctionnement (1986) de la centrale de Flamanville, qu'une catastrophe majeure est possible partout, *le Comité Tchernobyl-Flamanville* vise à reprendre le combat à Flamanville en tirant la sonnette d'alarme avec le slogan suivant: « Aujourd'hui à Tchernobyl, demain à Flamanville (si nous ne réagissons pas) ». D'ailleurs, quelques habitants, regrettant d'avoir vendu leur terre à EDF, rejoignent rapidement le Comité.

De nombreux débats publics et des conférences sont organisés par le Comité Tchernobyl-Flamanville dans les villes et les villages de Normandie (Cherbourg, Lisieux, Caen, Vire, Rouen, Alençon et Sannerville) en mai et juin 1986. On débat alors aussi bien des impacts probables de la catastrophe ukrainienne dans l'Hexagone que des problèmes relevant de la gouvernance du nucléaire en France. [Comment réagir et se faire entendre pour influencer sur la gestion du nucléaire et sur les mécanismes de prises de décisions dans ce domaine?](#) Outre les réunions « bondées » à Caen, environ 300 personnes à Rouen et 350 personnes à Cherbourg suivent les débats. Même à Sannerville qui ne compte pas plus d'un millier d'habitants, plus de cent personnes y participent. La forte demande des populations dans la région persuade les membres du [Comité Tchernobyl-Flamanville](#) de la nécessité de créer une structure indépendante d'information sur les vraies retombées de l'accident en France et sur les risques liés au nucléaire. *L'Association pour le Contrôle de la Radioactivité à l'Ouest* (ACRO) naît de cette ambition en juin 1986.

Création d'un laboratoire associatif: de l'utopie à la réalité

L'existence dans le paysage nucléaire français du laboratoire de l'ACRO peut aujourd'hui paraître comme allant de soi mais ce serait oublier que la montée d'un laboratoire associatif, **la construction d'une véritable entreprise de démocratisation de l'expertise dans le pays le plus nucléarisé au monde, n'est ni un jeu de hasard ni un acte banal.** L'histoire de l'ACRO face aux puissances institutionnelles, tel David contre Goliath, montre en effet à quel point on a affaire ici à un défi citoyen de la plus haute envergure. L'ACRO, tout comme la CRIIRAD, relève bel et bien d'une exception française.

C'est la raison pour laquelle la décision de la création du laboratoire de l'ACRO en 1986 n'est pas simple. Elle nécessite une réflexion profonde sur les apports et les risques d'une telle stratégie, en termes matériels, bien sûr, mais aussi en termes de conception d'une forme nouvelle de militantisme à inventer. **Comment marier action politique et critique de la science tout en apportant une légitimité et une durabilité à l'action collective?** Comment assurer que celle-ci puisse déboucher sur la constitution d'un réel contre-pouvoir face au nucléaire? Pendant les réunions publiques, les membres du *Comité Tchernobyl-Flamanville* discutent intensément sur cette question et les moyens à mobiliser pour répondre à la demande d'information du public. Ainsi émergent les premiers désaccords. Si tout le monde s'accorde sur la nécessité de faire des mesures afin de dégager les vraies retombées de l'accident dans la région, la polémique s'engage sur la façon d'obtenir ces mesures.

En 1986, au sein du *Comité*, Léon Lemonnier défend, dès le début, la nécessité d'un laboratoire autonome, en dehors de toute instance institutionnelle et universitaire. En tant que décontaminateur à l'usine de la Hague dans les années 1970, Léon Lemonnier aura connu mieux que tout le monde les effets de la radioactivité, même à faible dose, sur la santé

humaine, notamment sur celle des travailleurs du nucléaire. À partir d'une enquête personnelle qu'il a menée en 1982 à l'intérieur de l'usine de la Hague, il s'est déjà rendu compte que la plupart des travailleurs qu'il a connus à l'usine pendant la dizaine d'années précédente souffraient de maladies graves. En 1986, la position de Léon Lemonnier est aussi celle d'une éventuelle victime. Précisons que le radio-protectionniste contractera un cancer quelques années après l'accident de Tchernobyl, cancer qu'il parviendra à faire reconnaître comme une maladie professionnelle à la suite d'une bataille juridique laborieuse. **Ainsi, en 1986, l'idée d'un laboratoire indépendant lui paraît primordiale en ce qu'il permettrait d'agir contre les effets sanitaires des faibles doses dont nul ne sait prévoir les conséquences graves à long terme.**

Le Professeur Maboux-Stromberg n'est pas partisan de l'idée d'un laboratoire associatif à l'époque. En tant que physicien nucléaire, il préconise l'utilisation des appareils de son laboratoire. En effet, la critique du physicien porte précisément sur la gestion officielle de la catastrophe en 1986 et non tellement sur le nucléaire proprement dit. Peu de temps après, il déclare d'ailleurs qu'il est plutôt favorable à l'énergie nucléaire « bien maîtrisée », même aux surgénérateurs, ce qui provoque rapidement son départ de l'ACRO.

Au début, Pierre Barbey n'est pas non plus très favorable à l'idée d'un laboratoire, surtout parce que la gestion d'une telle structure par des bénévoles lui paraît très difficile. « J'avais du mal à l'imaginer », confiera-t-il plus tard. Quant aux autres membres du *Comité*, notamment Madeleine Frérot, enseignante, et Catherine Bruneau, médecin, ils soutiennent l'idée d'un laboratoire indépendant. En tant que mères, **les femmes sont plus inquiètes vis-à-vis des retombées sanitaires de l'accident et s'avèrent plus déterminées à construire une information sur les dangers réellement encourus.** C'est là une divergence qui relève de la dimension socio-culturelle des savoirs liés à l'évaluation des incertitudes et des risques.¹³

¹³ Sur cette question, voir par exemple l'analyse de R. Paine, "Chernobyl reaches Norway : the accident, science and the threat to cultural knowledge", *Public Understanding of Science*, 1, 1992, p. 261-280.

La polarisation « pour ou contre » un laboratoire indépendant se poursuit plutôt entre MM. Lemonnier et Maboux-Stromberg. Léon Lemonnier s'oppose à utiliser le laboratoire de M. Maboux-Stromberg car il juge que les appareils dans son laboratoire ne sont pas suffisants en l'état et qu'il faut d'abord les rassembler et les tester, ce qui exige un technicien. Si de tels efforts doivent être déployés, pourquoi ne pas se doter directement de son propre matériel ? Après presque un mois de polémique, tous les membres du Comité en seront convaincus. En effet, connaissant des techniciens de la firme Camberra (firme qui fabrique de tels appareils) avec laquelle il a eu affaire dans le cadre de son travail, Léon Lemonnier organise au GANIL une journée où il invite un technicien à faire une démonstration de la spectrométrie gamma qu'il faudrait acheter pour fonder le laboratoire. « Ce technicien était très doué pour vanter ce matériel, il a impressionné tout le monde », admettra-t-il plus tard. La décision de la fondation du laboratoire sera ainsi prise suite à cette démonstration du premier matériel nécessaire, coûtant 300 000 francs à l'époque.

Au départ, le laboratoire est un outil pour l'ACRO en vue d'acquérir une autonomie vis-à-vis des universités et des institutions et pour marquer une rupture en apportant une contre-expertise externe aux sphères institutionnelles. L'instrumentation technique doit aussi permettre aux militants de se poser au même niveau que les experts officiels. C'est dans cette perspective que, dès le début, l'association met en avant une identité scientifique en s'attachant à des discours d'« apolitisme » et d'« indépendance ». Le laboratoire devait aussi apporter à l'ACRO une durabilité financière à son action grâce à des analyses payantes. Ainsi la part de la vente d'analyses sur le budget total de l'association va de 14,7% en 1988 à 42,9 % en 1990. Mais le laboratoire signifie surtout pour l'ACRO la possibilité d'expérimenter une nouvelle forme de militantisme, celle qui consiste à « surveiller » et à « contrôler ».

Une première vague de mobilisations liées à la construction des contre-pouvoirs dans le domaine dit du nucléaire civil s'effectue au début des années 1970. À la montée des critiques intellectuelles (Ellul, Mumford, Illich, Foucault), de la critique syndicale (notamment la CFDT) et des mouvements étudiants, s'ajoute la naissance du mouvement écologiste et conjointement celle du mouvement antinucléaire. On voit ainsi se créer divers groupes et journaux comme *Survivre et Vivre*, les Amis de la Terre, le *Sauvage*, *Charlie-Hebdo*, la *Gueule Ouverte*, le collectif « Bugey-Cobaye » ou encore le Comité contre la Pollution Atomique à la Hague¹⁴. Deux milieux, scientifique et syndical, jouent au cours des années 1970 un rôle de porte-parole et de caution scientifique pour le mouvement antinucléaire en lui fournissant des informations et des arguments techniques. Les scientifiques issus du GSIEN, les chercheurs au sein de l'Institut d'Études Juridiques et Économiques à Grenoble ou les ingénieurs et les techniciens de la CFDT « affirment » alors, grâce à leur notoriété, l'existence d'une pollution « anormale », l'éventualité d'un accident, la « défaillance » d'une centrale ou le caractère « erroné » des scénarios officiels de consommation énergétique dans les décennies à venir.

En 1986, l'enjeu n'est plus « d'affirmer », mais d'apporter des preuves tangibles et de marquer le terrain par des actions concrètes afin de dépasser les arguments « faciles à combattre », de montrer le « sérieux » des critiques et de mobiliser le maximum de soutiens. Le temps de la pure contestation est révolu, le mouvement antinucléaire des années 70 s'est soldé, selon un bon nombre des militants, par un échec, les idéaux écologistes et antinucléaires abstraits ne priment plus dans l'opinion publique et les enjeux de 1986 subissant la forte empreinte de Tchernobyl nécessitent de comprendre et d'aborder autrement les institutions liées au nucléaire. Ainsi dès le départ, l'ACRO s'oriente vers une professionnalisation accrue afin d'apporter des « preuves », de développer une identité légitime et crédible et d'in-

14 Voir, entre autres, A. Touraine, Z. Hegedus, F. Dubet, M. Wieworka, *La prophétie antinucléaire*, Paris, Seuil, 1980.

fluer sur la gestion officielle du risque nucléaire en y imposant un contrôle citoyen. Elle devient, au cours du temps, le « gendarme » de l'environnement dans la région de la Hague. En contestant les modèles de standardisation de la science officielle, elle rend surtout possible la conduite d'analyses dans des endroits précis, localisés et pas toujours pris en compte par les institutions. Elle met ainsi en oeuvre des savoirs nouveaux liés à la contamination radioactive.

L'ACRO devra cependant attendre presque un an pour obtenir le financement nécessaire à l'installation de son laboratoire. Ses militants commencent dès juin 1986 à faire du porte à porte dans diverses villes et villages de Normandie afin de collecter des adhésions. Un millier d'adhérents soutiennent alors son action et contribuent à l'achat de l'équipement, même si l'association sera obligée de souscrire un prêt bancaire important. Par la suite, il faudra attendre l'an 1993 pour l'acquisition d'un compteur bêta, puis l'an 1997 pour l'achat d'une deuxième chaîne de spectrométrie gamma pour le laboratoire. Par ailleurs, l'ACRO ne pourra louer son propre local qu'en octobre 1987. Jusque là, elle mène une vie nomade, d'abord dans un magasin appartenant à l'un des fondateurs, puis en divers endroits comme la Maison des Syndicats, une ferme en pleine campagne ou encore une salle de la municipalité d'Hérouville qui soutient l'action de l'association. Avec la location du premier local, une ancienne boucherie, le laboratoire indépendant caennais se constitue sur une trentaine de mètres carrés. Une toute petite pièce à l'entrée à gauche est allouée aux travaux de secrétariat ; le laboratoire s'établit dans une deuxième petite pièce à l'arrière, l'ancienne chambre froide. Onze années s'écouleront avant que l'ACRO occupe un local offrant de meilleures conditions.

Quant aux permanents, au bout de trois ans de sa création, l'association sera en mesure d'employer uniquement un salarié pour un tiers du temps standard. Pendant plusieurs années, elle fait appel aux employés contrat-emploi-solidarité ou aux objecteurs de conscience qui contribuent à l'association pour les travaux du secrétariat ou pour la mainte-

nance du laboratoire. C'est d'ailleurs grâce au dispositif d'embauche des objecteurs de conscience que l'ACRO gagne un de ses militants, David Boilley, physicien au GANIL, conseiller scientifique et administrateur de l'association depuis les années 1990. Les bénévoles, scientifiques ou non, jouent en effet un rôle très important dans l'élaboration et la réussite de l'action de l'ACRO. La majorité des fondateurs de l'association suivra avec force leur action pendant de longues années, voire jusqu'à aujourd'hui. Le cercle de militants actifs de l'ACRO s'élargit avec la montée des antennes en Nord-Cotentin, en Haute-Normandie et en Touraine. L'ACRO parvient aussi à se doter rapidement d'un organe d'information, l'Acronique du Nucléaire dont la publication est assurée depuis son lancement en 1988 par Sibylle Corblet-Aznar, actuellement présidente de l'association. L'ACRO ne sera en mesure d'intégrer des salariés à plein temps qu'à partir de la deuxième moitié des années 1990.

La première embauche à temps plein en 1996 représente pour l'ACRO un moment fort symbolique et émouvant car représentatif du militantisme solidaire de ses membres. Le recrutement de Gilbert Pigrée, chargé d'étude à l'heure actuelle, ne peut en effet voir le jour qu'à deux conditions. Primo, ce sont les adhérents qui se proposent de payer le salaire de M. Pigrée. Secundo, ce dernier accepte, malgré un salaire très modeste, de mettre ses compétences au service de l'ACRO, en s'inscrivant ainsi dans une nouvelle catégorie du travail, celle du « professionnel » bénévole! C'est dans le même état d'esprit que Mylène Josset, physicienne nucléaire, rejoint le laboratoire de l'ACRO l'année suivante. Ce sont là des éléments de précarité auxquels se confronte le jeune laboratoire de l'ACRO dans son combat pour l'existence. Comment faire vivre un laboratoire indépendant avec des moyens très limités? Comment surtout se faire entendre et se rendre légitime face aux organismes d'expertise officielle qui bénéficient non seulement de gros budgets mais également d'une reconnaissance et d'une notoriété scientifique et publique? Comment briser ainsi le monopole de parole et d'expertise dans le domaine nucléaire ?

Expertise citoyenne de l'ACRO

Vingt ans après, le laboratoire de l'ACRO aurait bien pu disparaître : son existence était fragile parce que menacée. L'acquisition surtout d'une reconnaissance et d'une légitimité a nécessité la traversée de bien des déserts. L'association a aussi affronté plusieurs tentatives d'intimidation. Pour n'en donner que deux exemples, en 1996, l'ANDRA porte plainte contre l'ACRO pour avoir rendu public un document interne de l'organisme, document révélant la présence massive du plutonium sur le Centre de Stockage de la Manche. Autre cas d'intimidation : en 1998, l'IUT de Cherbourg censure les rencontres ACRO programmées à Octeville sur le thème « Nucléaire et Démocratie ». L'association a aussi vécu à plusieurs reprises des moments douloureux en termes financiers.

Après sa création, le laboratoire indépendant de l'ACRO devra attendre près de cinq ans pour faire valoir officiellement ses mesures. En 1991, l'ACRO révèle une élévation anormale des taux de césium dans les sédiments de la Sainte Hélène (une petite rivière qui prend sa source sur un plateau à côté du site de la Hague et du Centre de Stockage de la Manche). La Cogéma réfute d'abord cet argument et accuse l'association de « multiplier par dix ses mesures afin de faire sa propre publicité »¹⁵. Pour montrer le bien fondé de ses analyses, l'ACRO milite pour qu'une comparaison entre laboratoires s'effectue. Une confrontation des mesures de l'ACRO avec celles de deux laboratoires officiels, le Laboratoire Départemental d'Analyse de la Manche et le SPR-Cogéma, révèle la pertinence du travail de l'ACRO et apporte une reconnaissance officielle au laboratoire. Ironie du sort, le SCPRI, toujours dirigé pendant cette période par M. Pellerin, s'abstient, sans motif, de cette procédure comparative entre laboratoires.

Au début des années 90, l'ACRO commence aussi à se réjouir d'une reconnaissance publique de son action.

Une enquête réalisée en 1990 par la Commission d'information de la Hague auprès des médecins et s'interrogeant sur les sources d'information jugées « intéressantes » ou « très intéressantes » montre que l'ACRO vient au premier rang (73,5 %) bien au delà des organismes officiels (SCPRI, 55 %, exploitants, 34,3 %, ministère de l'Industrie, 29,3%).

L'ACRO parvient également à prendre part progressivement dans les commissions locales d'information (CSPI de la Hague dès 1987, CLI de Paluel-Penly dès 1991, Commission de surveillance du Centre de Stockage de la Manche depuis 1996...) ou les comités dits d'expertises pluralistes, encore réduits en nombre.

L'ACRO développe sa compétence au fil du temps, malgré l'absence de moyens financiers suffisants.

Outre les subventions d'une trentaine de mairies et les adhésions, le laboratoire finance son fonctionnement grâce à des analyses commandées par des collectivités locales, des groupes écologistes comme Greenpeace ou des particuliers. Ces prestations de services permettent surtout à l'association de diversifier ses champs de compétence. Si, au départ, le laboratoire de l'ACRO ne peut détecter que les radionucléides émetteurs gamma à moyenne et forte énergie, aujourd'hui il est équipé pour mesurer la teneur en tritium des eaux ou celle du strontium 90 dans le lait. Il peut repérer la concentration des émetteurs à basse énergie (américium 241, iode 129) ou celle du radon dans l'air. **Mais le travail de l'ACRO dépasse la surveillance et la mesure routinières. Pour faire parler les chiffres, l'association dispose d'une connaissance accrue du terrain et des modes de vie de la région ce qui constitue en effet le grand atout de son action. Ses membres se vantent par exemple de connaître par cœur chaque parcelle autour de l'usine de la Hague !**

15 D. Boilley, « Etat de l'environnement dans la Hague », *Silence*, 197, novembre 1995.

En effet, il ne s'agit pas tellement pour l'ACRO d'être le porte parole scientifique des citoyens mais plutôt de leur proposer un outil (un « laboratoire indépendant ») pour agir. Si la science officielle a très souvent tendance à ignorer l'apport des savoirs locaux¹⁶, l'ACRO prend cette tendance à contre-pied. Convaincue que l'évaluation des problèmes liés au risque nucléaire nécessite la sensibilisation et la participation du plus grand nombre des citoyens, l'ACRO réalise son travail sur le terrain souvent en partenariat avec les populations locales¹⁷. A titre d'exemple, une trentaine de bénévoles organise et effectue autour de l'usine de la Hague les prélèvements à analyser en laboratoire. En effet, ceux qui participent à la surveillance d'un site comme celui de la Hague sont en général ceux qui y habitent et qui se sentent directement concernés par les problèmes dans la « presque île au nucléaire »¹⁸. C'est là la mise en pratique d'une « expertise citoyenne » qui va au delà d'une simple contre-expertise technique. Elle implique une réelle capacité et une volonté des citoyens de s'approprier des problèmes posés par les sciences afin de politiser les enjeux qui en relèvent, revendiquer leur maîtrise ou dénoncer éventuellement l'impossibilité d'une telle maîtrise.

L'action de l'ACRO, à côté de celle d'autres groupes de citoyens, a contribué à perturber la gestion officielle du nucléaire et à briser le monopole de l'expertise dans ce domaine. Avec la montée des alertes, des affaires et des controverses, les efforts de transparence se sont multipliés dans la sphère officielle même si l'information et la transparence sont parfois considérées comme de simples outils de communication. Certains organismes de contrôle et de prévention des risques sont également amenés à acquérir une relative indépendance vis-à-vis des exploitants. Dans la région de la Hague, les autorisations de rejets dans l'environnement sont aujourd'hui plus contraignantes grâce notamment aux suivis réguliers et au lobbying de l'ACRO. En 1993, dans le cadre d'une étude commandée par



Prélèvement d'algues et de crustacés par les bénévoles de l'ACRO Nord Cotentin sur une plage aux alentours de la Hague (juin 2006)

les Verts de Haute Normandie, l'ACRO a révélé une contamination anormale par du radium (allant jusqu'à 8500 fois le taux normal) du site de l'ancienne usine Bayard de fabrication des aiguilles de réveil à Saint-Nicolas-d'Aliermont. C'est grâce à « l'affaire Saint-Nicolas-d'Aliermont » que les seuils de décontamination des anciens terrains ont été révisés.

Enfin, l'ACRO n'est pas uniquement un laboratoire de recherche et d'expertise sur la radioactivité. Elle est aussi un laboratoire d'expérimentation des formes nouvelles de « gouvernance » du nucléaire qui vont de l'information à la transparence, à l'expertise pluraliste et enfin à la participation du public.

Face à une crise de légitimité des institutions politico-industrielles, depuis les deux dernières décennies notamment, la façon dont les décideurs politiques, les managers industriels ou leurs experts en communication gèrent la critique sociale portée sur les choix scientifiques et techniques a subi des changements considérables dans la mesure où « le public anonyme, constitué d'individus à la psychologie primaire, a cédé la place à des groupes différenciés, capables de prendre la parole en dehors des

16 B. Wynne, "Misunderstood Misunderstandings: Social Identities and the Public Uptake of Science," in IRWIN (A.), WYNNE (B.) (ed.), *Misunderstanding Science? The Public Reconstruction of Science and Technology*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 19-46.
17 Voir notamment J.C. Autret, « Quand l'accident engendre une prise de conscience citoyenne », G. Grandazzi, F. Lemarchand (dir.), *Les silences de Tchernobyl*, Paris, Autrement, 2004, pp. 202-210.
18 F. Zonabend, *La presque île au nucléaire*, Paris, Ed. Odile Jacob, 1989.

enquêtes d'opinion et de développer des argumentaires construits »¹⁹. La stratégie de communication des risques exclusivement focalisée sur la perception du risque par le public a cédé la place, aussi bien en France qu'en Europe, à une démarche qui met en avant la nécessité du « dialogue » et de la « participation du public ». En témoignent les nouvelles réglementations relatives à l'information et la participation du public, la création en France d'une commission nationale du débat public (loi Barnier de 1995), l'adoption en juin 1998 de la convention d'Aarhus par la CEE ainsi que la multiplication des auditions publiques, des jurys de citoyens ou des conférences de consensus.

Bien que les tentatives restent relativement timides par rapport aux autres domaines (génie génétique, transports, urbanisme...), le domaine nucléaire n'est pas épargnée par la tendance préconisant la participation. On parle ainsi de la nécessité d'une « gouvernance inclusive » et d'une « culture partagée de gouvernance du risque », concepts qui renvoient directement aux constats du sociologue Ulrich Beck : il ne s'agit plus seulement d'un partage du bien mais aussi d'un partage (de la gestion) du mal, et conjointement, celui des responsabilités²⁰. Ce sont là de nouveaux modes de gestion des risques, de nouveaux langages de « bonne gouvernance » qui se donnent pour mission de renforcer le pouvoir donné aux individus et aux parties prenantes. Ainsi des « débats publics » ont récemment été organisés (2005-2006) sur l'EPR, sur les déchets nucléaires et sur l'ITER.²¹

Si les institutions et les acteurs qui pilotent ces nouvelles démarches sont complexes et hétérogènes, les volontés d'ouverture et de dialogue exprimées par ceux-ci le sont également. Diverses lacunes associées aux nouveaux dispositifs de participation montrent qu'un changement radical en faveur d'une démocratisation des choix techno-scientifiques ne

s'opère pas rapidement et que cela nécessite une mutation plus profonde des visions de la science portées par les milieux scientifiques et la sphère politico-industrielle, sinon une « révolution culturelle » des sciences. Néanmoins, il est indéniable que certains responsables font preuve d'une réelle ouverture et d'une « bonne foi » comme l'a montré par exemple tout récemment la position du président de la Commission Particulière du Débat Public sur les déchets²². On est donc face à un contexte techno-politique qui ne peut être qualifié ni de purement technocratique, ni de purement démocratique. N'est-ce pas là un grand paradoxe de nos démocraties actuelles ? Il serait naïf dans ce contexte de croire que la participation du public signifie d'office la démocratisation sans condition des sciences tout comme il serait irréaliste de prétendre que toute tentative d'ouverture et de dialogue serait une langue de bois, une récupération des actions citoyennes, voire un complot.

Naturellement donc, l'appréciation des démarches participatives par les différents membres du milieu associatif est très variable. Certains refusent frontalement toute participation de crainte de servir de caution à des décisions déjà prises ou par opposition tout simplement à des règles prédéfinies des débats. Certains autres, comme l'ACRO, préfèrent traiter cas par cas les initiatives de participation pouvant déboucher sur une décision, sans pour autant se faire d'« illusions ». Les éléments de contradiction mentionnés ci-dessous poussent d'ailleurs les associations à la vigilance. C'est ainsi que l'ACRO a rédigé tout récemment une « charte » de démarche participative définissant les aspects éthiques de la participation. Les deux démarches opposées d'acceptation ou de refus de participation semblent en effet toutes les deux légitimes selon le contexte. Elles doivent être considérées comme étant complémentaires dans la mesure où la force d'un mouvement de contre-pouvoir repose en grande partie sur

19 M. Callon, P. Lascoumes, Y. Barthe, 2001, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001, p.45-46.

20 U. Beck, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Flammarion, 2001.

21 Pour une critique du débat sur l'EPR, voir: J. Testart, S. Orru, « Le débat sur le réacteur EPR est un fiasco », *Politix*, 2 mars 2006.

22 Voir par exemple: Commission Nationale du Débat Public, « Compte rendu du débat public sur les

la diversité des formes d'action des groupes militants qui le constituent, comme le montre bien l'exemple des militants du traitement du sida en France.²³

Pour l'ACRO, la participation aux instances officielles permet non seulement de mieux mesurer le but réel des tentatives d'ouverture envers les citoyens mais également d'avoir accès aux documents non publics et d'accroître ses compétences en observant de près les méthodes de travail des experts officiels. Ainsi, d'un côté, l'association a pu constater de l'intérieur le peu de volonté envers l'ouverture et la transparence de certains dispositifs comme la Commission de surveillance du Centre de Stockage de la Manche ou la Commission « Tchernobyl » (mise en place en 2004 afin d'évaluer l'impact réel de la catastrophe en France). D'un autre côté, elle a pu bénéficier de l'ouverture du Groupe Radioécologie Nord Cotentin, comité pluraliste d'expertise mis en place en 1998 afin d'évaluer l'augmentation des cas de leucémie à proximité de la Hague. Le fait que les mesures réglementaires dans l'environnement ainsi que les modèles d'impact sanitaire soient rendus publics au cours du travail de ce comité a permis à l'ACRO de développer ses capacités d'expertise

concernant, par exemple, les systèmes de contrôle de la Cogéma. C'est ainsi que le laboratoire indépendant a pu révéler lors des incidents de 2001 une sous-estimation d'un facteur 1000 des rejets du ruthénium radioactif par l'usine de retraitement de la Hague.

Au bout de vingt ans d'existence, contre vents et marées et en dépit des difficultés et des contradictions auxquelles l'association doit faire face, le cas de l'ACRO témoigne des apports incontestables et inestimables d'un militantisme qui s'attache à la démocratisation des formes d'expertises et de gouvernance dans le domaine nucléaire en France.

Remerciements

Cet article s'appuie sur une série d'entretiens réalisés entre 2003 et 2006 avec plusieurs membres de l'ACRO ainsi que sur les publications et les archives de l'association. Je remercie Jean-Claude Autret, Pierre Barbey, David Boilley, Catherine Bruneau, Sibylle Corblet-Aznar, Madeleine Frérot, Mylène Josset, Léon Lemonnier, Gilbert Pigrée du temps qu'ils m'ont accordé. Je remercie également l'ACRO de son accueil chaleureux qui a permis mon travail d'archives.

23 J. Barbot, *Les malades en mouvements*, Paris, Editions Balland, 2002.